

COMMUNE DE  
WIMEREUX

**DECLARATION PREALABLE**  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

**DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

Demande déposée le 17/04/2023      Avis de dépôt affiché en mairie le 19/04/2023  
Complétée le 26/06/2023

**Par :** Monsieur CREUZE Nicolas Michel Philippe Benoit

**Demeurant à :** 29 Rue Dagobert Soehnlín  
62930 Wimereux

**Pour :** Remplacement du garde-corps existant du balcon par un  
nouveau garde-corps en bois de couleur blanche

**Sur un terrain sis à :** 29 Rue Dagobert Soehnlín  
62930 WIMEREUX

Référence dossier

N° DP 62893 23 00076

Surface de plancher : - m<sup>2</sup>

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Déclaration Préalable n° : DP 62893 23 00076 susvisée,  
Vu l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable n° 062 893 23 00076 publié par voie électronique sur le site internet de la commune le 19/04/2023,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais approuvé le 06/04/2017,

Vu le règlement de la zone UCd-II,  
Vu le Site Patrimonial Remarquable approuvé le 13/02/2020,

Vu l'avis émis par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 18/05/2023 et 26/07/2023,  
Vu l'avis émis par Monsieur SINTIVE, architecte conseil de la commune en date du 07/07/2023,

**Considérant** que le projet porte sur la parcelle cadastrée AI403 classée en zone UCd-II de la commune de WIMEREUX,

**Considérant** que le projet concerne le remplacement d'un garde-corps,

**Considérant** que le projet respecte les dispositions du règlement de la zone UCd-II,

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE :**

Le Maire de la commune de WIMEREUX **NE S'OPPOSE PAS** à la réalisation du projet décrit dans la demande.

Fait à WIMEREUX,

  
Signé électroniquement par :  
Jean-Luc OUBRELE  
Date de signature : 28/07/2023  
Qualité : Maire de la ville de  
WIMEREUX

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **VOIES ET DELAIS DE RECOURS** : toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte. Soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément au décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Pas-de-Calais

**MAIRIE DE WIMEREUX**  
**PLACE DU ROI ALBERT 1ER**  
**62930 WIMEREUX**

Dossier suivi par : Amélie MOREAU

Objet : demande de déclaration préalable

A ARRAS, le 18/05/2023

numéro : dp8932300076

adresse du projet : 29 RUE DAGOBERT SOEHNLIN 62930  
WIMEREUX

nature du projet : Modifications de l'aspect extérieur

déposé en mairie le : 14/04/2023

reçu au service le : 21/04/2023

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

demandeur :

M. CREUZE NICOLAS  
29 RUE DAGOBERT SOEHNLIN  
62930 WIMEREUX

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

**Après examen de ce projet, l'architecte des Bâtiments de France donne son accord.**

L'architecte des Bâtiments de France

DAVID BOUILLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.



MINISTÈRE DE LA CULTURE



Direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Pas-de-Calais

**MAIRIE DE WIMEREUX  
PLACE DU ROI ALBERT 1ER  
62930 WIMEREUX**

Dossier suivi par : Amélie MOREAU

Objet : demande de déclaration préalable

A ARRAS, le 26/07/2023

numéro : dp8932300076

demandeur :

adresse du projet : 29 RUE DAGOBERT SOEHNLIN 62930  
WIMEREUX

M. CREUZE NICOLAS  
29 RUE DAGOBERT SOEHNLIN  
62930 WIMEREUX

nature du projet : Modifications de l'aspect extérieur

déposé en mairie le : 14/04/2023

reçu au service le : 21/04/2023

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

**Après examen de ce projet, l'architecte des Bâtiments de France donne son accord.**

Cet avis fait suite à la réception de pièces complémentaires en date du 29 juin 2023 à l'UDAP du Pas-de-Calais.

L'architecte des Bâtiments de France

DAVID BOUILLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.

# Etienne SINTIVE, Architecte

Diplômé Par Le Gouvernement  
Architecte du Patrimoine  
Architecte Consultant auprès de la Mairie de WIMEREUX

**MAIRIE DE WIMEREUX**

**Place du roi Albert 1<sup>er</sup>  
62930 WIMEREUX**

V/Réf. :  
N/Réf. : 23/188-08/ES/LL  
91-12

Aff. Suivie par :  
E. SINTIVE

LILLE, le 7 juillet 2023

**OBJET : DP 062 89323-00076  
M. Nicolas CREUZE : 29 rue Soehnlín (AI n°403) / WIMEREUX**

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la mission de conseil auprès de la Commune de WIMEREUX, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous mes observations relatives au dossier cité en objet, faisant référence au cadre du Site Patrimonial Remarquable. Outre le respect des dispositions du P.L.U. qui seront examinées par le Service Instructeur de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, le présent avis est émis à titre consultatif.

Le projet concerne une construction qui présente des qualités en regard de sa conception référente des années 60. A ce titre, son garde-corps en ferronnerie participe à cette cohérence tant par sa finesse et que la simplicité de son dessin.

En priorité, nous recommandons la restauration de cette ferronnerie, voir sa mise à norme si nécessaire en regard des règles actuelles, avant d'envisager son remplacement par le modèle en bois proposé. Ce dernier, de type « croix de saint André » serait de nature à porter atteinte à l'unité de style de cette maison

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes respectueuses salutations.

E. SINTIVE, Architect

**ETIENNE SINTIVE**  
ARCHITECTE E.P.L.G.  
23, rue Arago - 59800 LILLE  
Tél. 20 57 84 42 / Fax 20 54 10 87  
Siren 333 000 527

Copie : UDAP du Pas-de-Calais / Architecte des Bâtiments de France

Toute correspondance doit être adressée en Mairie de WIMEREUX  
Centre Administratif – Place Albert-1er 62930 WIMEREUX - Tél. : 03 21 99 85 70 - Fax : 03 21 99 85 66